

Salvador Allende: mémoire et héritage

Salvador Allende, lance, en 1970, un défi de taille pour le Chili: instaurer une nouvelle relation entre socialisme et démocratie, entre justice et liberté. Aujourd'hui, on en prend toute la mesure et toute la puissance.

Bernardo CASTRO RAMIREZ, sociologue, philosophe, professeur à l'université de Concepcion (Chili) au département Sciences humaines,
Christian RODRIGUEZ ALVAREZ, psychosociologue, anthropologue, directeur du Centre interdisciplinaire Inredes (Paris)

Selon l'historien anglais E. Hobsbawm, le XX^e siècle a été parcouru, en permanence, par de grands conflits sociaux. L'époque de Salvador Allende s'inscrit, elle, dans le cadre de l'affrontement entre sociétés capitalistes et socialistes, dans un contexte de guerre froide où se succèdent, partout dans le monde, tentatives de changements révolutionnaires et coups d'Etat.

Salvador Allende vécut ainsi dans une période incertaine, confuse et violente, qu'il s'agisse du contexte latino-américain ou mondial. Au Chili, on assiste dans les années 1970 à la maturation du mouvement ouvrier populaire, qui se développe parallèlement à l'industrialisation du pays.

En gardant présent à l'esprit ce contexte, Allende lance en 1970 un projet de grande envergure. L'enjeu: lier socialisme et démocratie. Il souligne cependant que «[...] chaque peuple a sa propre réalité, il n'y a pas de révolution livrée clé en main» -, d'où son avis sur la révolution chilienne, qui avait un goût d'«*empanadas*» et de «*vin rouge*». Dans le même esprit, dans la dédicace de son livre *Guerre de guérillas*, Ernesto Che Guevara écrit ces mots: «*A Salvador Allende, qui,*

L'inégale répartition des revenus s'est maintenue après 1990. C'est ainsi que 20% des plus riches concentrent 56,5% de la richesse nationale, quand 20% des plus pauvres s'en partagent 3,9%.

par d'autres moyens, poursuit les mêmes objectifs.» De fait, Allende veut un socialisme sans dictature, sans lutte armée et sans parti unique, un modèle démocratique pluraliste et émancipateur.

L'Amérique latine dans la pensée d'Allende

Allende est aussi un intellectuel humaniste, qui anticipe les grands problèmes que connaît notre monde actuel. Aux Nations unies, en 1972, il dénonce l'absence de contrôle politique sur les multinationales: «*Il y a un conflit frontal entre les grandes entreprises et les Etats, qui perturbe les décisions politiques et économiques*», ajoutant «*C'est toute la structure du monde qui s'en trouve sapée, son action vassalisée et hors de contrôle, le tout s'appliquant aussi aux pays industrialisés, où ces multinationales se sont d'abord développées.*»

Cette absence de contrôle sur les multinationales constitue une critique prophétique, pour l'époque. L'actuelle crise économique mondiale, qui a commencé en 2008 et maintient aujourd'hui en récession de nombreuses économies du monde développé, peut se comprendre à l'aune de l'inaptitude des gouver-

nements à contrôler les grandes entreprises transnationales. Cette demande de contrôle a d'ailleurs été réitérée par les derniers prix Nobel d'économie: J. Stiglitz en 2001, V. Smith en 2002 et P. Krugman en 2008. Salvador Allende fut un grand défenseur de l'idée «latino-américaine», qui œuvra pour la promotion et l'intégration des idées de Simon Bolivar. A l'ONU, encore en 1972, il affirme que l'Amérique latine est un volcan en éruption, dénonçant l'existence de cent soixante-dix millions d'analphabètes. Des peuples certes riches en ressources naturelles, mais très pauvres par ailleurs... Il en conclut que la tâche des peuples est de «*lutter pour conquérir [leur] indépendance économique, afin d'être réellement libres. L'Amérique doit parler d'une seule voix, être maître de son propre destin.*» L'indépendance économique des peuples d'Amérique latine passe par la nationalisation des ressources de première nécessité du pays - ce qu'est en train de réaliser Evo Morales,

© DAVID BERKOWITZ





en Bolivie, avec la «*révolution du bien-vivre*», Rafael Correa, en Equateur, avec sa «*révolution citoyenne*», ainsi que Hugo Chavez et Nicolas Maduro, au Venezuela, avec la «*révolution bolivarienne*». Ces modèles, qui s'opposent à l'hégémonie du néolibéralisme, s'inscrivent dans la lignée de ce qu'Allende appelle, à l'époque, l'«*anticapitaliste*» et l'«*anti-impérialiste*», soulignant que «*[...] les peuples au sud du Rio Bravo qui disent stop à la dépendance, et oui à la liberté à disposer de leurs ressources naturelles - condition de la souveraineté nationale - affirment les droits souverains de tous les pays à disposer librement de leurs propres ressources naturelles*».

Les avancées de la politique du gouvernement

Salvador Allende parvient à sauvegarder les richesses naturelles par la nationalisation des entreprises de minerais de cuivre, entérinée par la loi du 16 juillet 1971. Cette nationalisation intervient de plein droit, et est approuvée à la majorité absolue par le Congrès.

La réforme agraire prend alors tout son sens, grâce à l'expropriation des grands propriétaires terriens, qui maintenaient une relation de fermage quasi féodale avec les paysans - laquelle générerait injustices et ralentissait le développement du Chili. Cette réforme engage la modernisation de l'agriculture chilienne. Soixante-dix entreprises monopolistiques sont nationalisées, sur un total de trente-six mille entreprises privées. L'analphabétisme disparaît, le travail est considéré comme un droit légitime et le chômage chute à 3,6%. L'accès à l'éducation gratuite, la politique de santé (qui avait toujours été reportée jusque-là), tout cela devient réalité. La politique culturelle se développe, principalement grâce aux livres et revues, ainsi qu'au travail de la maison d'édition Quimantu.

Plus généralement, les droits humains, les libertés publiques, la liberté d'expression sont garantis. Aucune liberté individuelle n'est bafouée, les libertés religieuses et d'opinion connaissent des avancées. Sous Allende,

Pendant toute son existence, Salvador Allende fut un grand combattant de la justice sociale. C'était, selon lui, une tâche à laquelle toute démocratie devait faire face.

des élections libres et souveraines se sont tenues, sans aucune restriction, dans le respect de la Constitution et de la loi. Les dernières élections législatives du 5 mars 1973 ont d'ailleurs apporté la preuve de l'adhésion massive des citoyens à la politique d'Allende, et ce chaque fois un peu plus.

Bond en arrière de la dictature militaire

Les grandes conquêtes politiques et sociales furent acquises, tout au long des trois années du gouvernement Allende, dans le cadre d'un Etat de droit et dans le respect des institutions de la République. Salvador Allende et la classe politique de l'époque croyaient au professionnalisme et à la loyauté de l'armée à l'Etat de droit.

Le cruel et sanglant coup d'Etat du 11 septembre 1973 offre un autre point de vue. L'historien Gabriel Salazar, prix national d'Histoire au Chili, soutient que «*[...] depuis 1829[...] quand Diego Portales organisa le premier coup d'Etat sanglant pour s'emparer du*

pouvoir et jusqu'en 1973, l'armée est intervenue dans vingt-trois massacres, autant de coups d'Etat militaires, partageant les mêmes caractéristiques libérales, anti-populaires, considérant que l'ennemi venait de l'intérieur, d'abord des indiens mapuche, des "rotos alzado" [«gens du peuple»], des anarchistes, des communistes, des marxistes etc.».

Salvador Allende et les inégalités

La dictature militaire, c'est d'abord le recul des conquêtes sociales des travailleurs. Les deux tiers (ou presque) de l'économie nationale, propriété de l'Etat, sont transférés au secteur privé, constituant ainsi l'élite économique privée la plus jeune d'Amérique latine. En 1982, le système économique libéral s'effondre, avec l'arrivée des Chicago Boys de la dictature civilo-militaire. Cette année-là, la crise économique, une récession et un taux de chômage de 35% conduisent le pays à la faillite, l'Etat devant assumer la dette du secteur privé. La violation systématique des droits de l'Homme, les détentions arbitraires et les disparitions, la répression politique et la pauvreté, qui touche la moitié de la population, dissipent le mythe du miracle économique et rendent le pays ingouvernable. La dictature rend alors le pouvoir en 1990, mais dans un cadre institutionnel et avec une Constitution qui assurent la pérennité du régime militaire.

En 1990, la « concertation » engage la transition. Mais si l'on note quelques avancées dans le domaine social, le pouvoir n'est pas structurellement remis en cause, ni l'institutionnalisation de la dictature, ni l'enrichissement des élites. Ainsi, depuis vingt-trois ans, la concentration des richesses est la même.

Pendant toute son existence, Salvador Allende fut un grand combattant de la justice sociale. Selon lui, c'était une tâche à laquelle

Le projet théorique, moral et éthique d'Allende, qui veut que les peuples doivent lutter pour leur indépendance économique, trouve un écho aujourd'hui au Chili.

toute démocratie devait faire face. Or, aujourd'hui, le Chili se trouve de nouveau confronté à cette grande question qu'est celle des inégalités.

L'inégale répartition des revenus s'est maintenue après 1990. C'est ainsi que 20% des plus riches concentrent 56,5% de la richesse nationale, quand 20% des plus pauvres s'en partagent 3,9%. 70% de la population vit avec un salaire inférieur à trois cent vingt-quatre mille pesos (quatre cent quatre-vingt-quinze euros).

Cette situation de mal-être et d'injustice a, depuis 2011, redonné vie aux luttes sociales. Cette année-là, les mouvements sociaux resurgissent en régions et dans les villes, avec à la clé différentes revendications : mobilisations écologistes contre le mégaprojet électrique HidroAysen, manifestations contre les discriminations et pour la diversité sexuelle, actions en faveur du peuple mapuche et de ses prisonniers politiques, marche des habitants de Dichato (victimes des tremblements de terre et du tsunami de 2010), et grandes manifestations pour une éducation gratuite, de qualité, et pour la fin de la logique du profit.

Se réapproprier les ressources naturelles

Cette année 2013, les marches et grèves ouvrières et étudiantes pour une éducation publique gratuite se sont poursuivies, de même que les revendications pour une assemblée constituante chargée d'écrire une nouvelle Constitution, les revendications pour la nationalisation du cuivre et de l'eau, et pour la fin des « AFP » (fonds de pension), qui gèrent le système des retraites au Chili.

Dans toutes ces mobilisations, nous avons vu des slogans se revendiquant d'Allende et de ses idées, certaines personnes s'habillant comme lui, d'autres portant des écharpes présidentielles, ovationnées et applaudies par la foule.

Le projet théorique moral et éthique d'Allende qui veut que les peuples doivent lutter pour leur indépendance économique trouve un écho aujourd'hui au Chili, où l'Etat doit récupérer d'urgence la jouissance des ressources naturelles du pays. Le cuivre a notamment été privatisé à 70%, ne laissant que 30% entre les mains de l'Etat.

En 1993 et 1994, le capitalisme financier transnational s'est abattu sur le Chili, et a conduit à la confiscation des ressources naturelles. Le Chili a certes connu la croissance mais pas au profit de son industrie ou des biens manufacturés, et dans le seul intérêt des transactions commerciales d'entreprises (chinoises ou d'Extrême-Orient pour 70%, européennes ou japonaises pour 25%, les entreprises chiliennes ne représentant plus que 5% du total). La faiblesse du prix de vente du cuivre a contribué à la croissance du Chili, tout comme l'exportation des ressources naturelles, mais le pays est aujourd'hui en cours de désindustrialisation, ce qui peut fragiliser son indépendance.

La souveraineté qu'Allende réclamait pour les ressources naturelles est de nouveau d'actualité. C'est le nouveau défi du Chili, qui doit nationaliser le cuivre et l'eau. Le Chili est le seul pays du monde où la dictature militaire a confié gratuitement, et à perpétuité, la propriété et l'exploitation de l'eau au secteur privé transnational.

Dans la pensée humaniste d'Allende, l'Etat doit rechercher le bien commun, avec comme épicerie la justice sociale. Avec un Etat laïque et démocratique, qui garantit la pluralité et la diversité des opinions de ses citoyens, et reste garant des droits de chacun. C'est ce que nous nommons aujourd'hui l'« Etat social des droits ». L'ambition est forte : parvenir à une souveraineté reposant sur une citoyenneté active, avec un Etat en crise et soumis au néolibéralisme. ●